

Convention collective

IDCC : 9613. – **BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES
(ORNE)**
(24 septembre 1969)

(Etendue par arrêté du 6 octobre 1972
Journal officiel 3 novembre 1972)

AVENANT N° 49 DU 28 SEPTEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797099M*
IDCC : *9613*

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire de l'Orne CFTD ;

L'union départementale FO de l'Orne ;

L'union départementale CFTC de l'Orne ;

L'union départementale CGT de l'Orne ;

L'union départementale des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC de l'Orne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre de l'article 14 *bis* de la convention collective est supprimé et remplacé par le titre suivant : « Article 14 *bis* : Indemnisation des arrêts de travail et des invalidités ».

Article 2

A la fin du « A. Contenu des prestations » de l'article 14 *bis* est ajouté un *d* ainsi rédigé :

« *d*) Les mêmes salariés bénéficient, en cas d'attribution d'une pension d'invalidité par le régime de base de la mutualité sociale agricole de catégorie 1, 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour un taux d'incapacité au

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

moins égal aux 2/3, d'une pension mensuelle incapacité permanente AGRI-Prévoyance venant compléter le régime de base de manière à maintenir 70 % du 1/12 des rémunérations perçues par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date de mise en invalidité.

La pension est réduite de 10 % en cas d'invalidité de 1^{re} catégorie.

La pension est versée jusqu'au passage à la retraite du pensionné.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales ».

Article 3

Le « B. Financement des prestations » de l'article 14 *bis* est supprimé et remplacé par :

« B. – Financement des prestations

Les entreprises entrant dans le champ d'application de la présente convention doivent adhérer à AGRI Prévoyance afin de faire bénéficier leurs salariés de l'indemnisation des arrêts de travail dus à la maladie ou à des accidents ou encore à l'invalidité telle que prévue au paragraphe A ci-dessus.

La garantie incapacité temporaire est financée par une cotisation égale à 0,82 % des rémunérations versées à l'ensemble des salariés, à l'exception des salariés exerçant une fonction de cadre.

Cette cotisation est supportée à raison de 0,43 % par l'employeur (destinée à financer son obligation légale de maintien de salaire) et de 0,39 % par le salarié.

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,15 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

La garantie invalidité est, quant à elle, financée par une cotisation de 0,30 % des rémunérations brutes des salariés non cadres, prise en charge à hauteur de 0,23 % par l'employeur et à hauteur de 0,07 % par le salarié.

Les cotisations à la charge du salarié seront déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire, sous 2 rubriques distinctes des autres cotisations sociales obligatoires :

- "sous le nom de GIT (garantie incapacité temporaire)" ;
- "sous le nom d'invalidité".

Les conditions de la présente mutualisation seront réexaminées entre les signataires de la présente convention dans un délai qui ne sera pas supérieur à 5 ans.

En cas de dénonciation de l'accord ou en cas de changement d'organisme assureur, il sera négocié avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations en cours de service à la date d'effet de la négociation, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO. »

Article 4

Le titre du chapitre XVI est supprimé et remplacé par le titre suivant :

« CHAPITRE XVI

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ET COUVERTURE DÉCÈS »

Article 5

L'article 38 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 38

Retraite complémentaire

Les salariés constituant le personnel défini par l'article 15 – personnel d'exécution – sont obligatoirement affiliés pour l'assurance complémentaire, retraite et décès, à la caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles CAMARCA, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les employeurs engagés par la signature des organisations parties à la présente convention qui, antérieurement à la conclusion de celle-ci, avaient adhéré à un organisme de retraite complémentaire agréé par le ministre de l'agriculture autre que celui sus-indiqué, pourront continuer à être affiliés audit organisme sous réserve que celui-ci consente, aux salariés visés ci-dessus, des avantages au moins équivalents à ceux accordés par l'organisme désigné.

La même faculté est laissée, sous la même réserve, aux employeurs non adhérents de l'une des organisations signataires qui se sont affiliés avant la publication de l'arrêté d'extension de la présente convention collective à un organisme de retraite complémentaire agréé par le ministre de l'agriculture, autre que celui désigné ci-dessus.

Avenant n° 44 du 4 septembre 2003

« Les salariés bénéficiaires des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance institués par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 doivent être affiliés aux différentes institutions qui les mettent en œuvre.

Les bénéficiaires de ces régimes au regard de la classification des emplois sont définis en application des critères qui servent à la détermination des participants au régime de retraite des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Les partenaires sociaux signataires de la présente convention collective s'engagent à saisir l'AGIRC et à lui transmettre leurs avis au sujet de toute modification des classifications des emplois de cadres en application des règles fixées par la convention collective nationale du 14 mars 1947. La décision sur les seuils d'affiliation prise par l'AGIRC figurera en annexe à la présente convention.

Les cotisations assurances retraite sont assises sur le salaire réel.

Dans tous les cas, le calcul de la cotisation sera obligatoirement effectué mensuellement par l'employeur, qui portera le montant de la retenue du salaire sur les fiches de paie aux fins de notification.

Le taux de répartition des cotisations est fixé suivant les dispositions prévues par les accords nationaux et interprofessionnels régissant la retraite complémentaire. »

Article 6

L'article 39 est supprimé et remplacé par l'article 39 qui suit :

Article 39

Décès

Les salariés non cadres bénéficient d'une couverture décès qui comprend
3 prestations :

- un capital décès ;
- une rente éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

A. Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à AGRI-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le cocontractant d'un PACS est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

B. Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois – continus ou non – d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans, et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans, et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point AGRI-Prévoyance revalorisée chaque année au 1^{er} septembre.

C. Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, de son cocontractant d'un PACS ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

D. Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire.

Le suicide est couvert.

E. Cotisations

La garantie décès est financée par une cotisation de 0,40 % des rémunérations brutes de tous les salariés non cadres.

Cette cotisation est financée à hauteur de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié, soit respectivement à hauteur de 0,24 % et de 0,16 %.

F. Organisme assureur

AGRI-Prévoyance, institution de prévoyance *sise* 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à AGRI-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

G. Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

En cas de dénonciation de l'accord ou en cas de changement d'organisme assureur, la garantie décès est maintenue par AGRI-Prévoyance pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente, et il sera

négocié avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations en cours de service à la date d'effet de la négociation, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO. »

Article 7

Le présent avenant prend effet le 1^{er} jour du trimestre civil qui suivra l'arrêté d'extension de cet avenant, soit le 1^{er} juillet 2007.

Article 8

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Alençon, le 28 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)